

# Rapport financier semestriel 2021



Bâtir  
le vivre  
ensemble



# SOMMAIRE

<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2021</b>	<b>2</b>
Compte de résultat par zones géographiques	5
Évolution de la situation financière au 30 juin 2021	11
Évènements récents	11
Perspectives 2021	12
Facteurs de risques	14
<b>COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021</b>	<b>16</b>
État de la situation financière consolidée	17
Compte de résultat consolidé	18
État du résultat global consolidé	19
État des flux de trésorerie consolidés	20
État de variation des capitaux propres consolidés	21
Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2021	22
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2021</b>	<b>62</b>
<b>DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>64</b>

# 1.

## **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2021**

Compte de résultat par zones géographiques	5
Évolution de la situation financière au 30 juin 2021	11
Évènements récents	11
Perspectives 2021	12
Facteurs de risques	14

## Résultats du premier semestre 2021 en forte progression

- Des marchés dynamiques et des prix de vente bien orientés
- Nouvelle Gamme bas carbone « DECA »
- Forte génération de cash-flows sur la période

### Comptes de résultats simplifié

	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants )
<i>(En millions d'euros)</i>				
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>1 560</b>	1 304	+19,6%	<b>+26,2%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>300</b>	213	+41,0%	<b>+48,3%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>19,2%</b>	16,3%		
<b>EBIT</b>	<b>171</b>	76	+126,3%	<b>+137,4%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>11,0%</b>	5,8%		
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>102</b>	29	+247,0%	<b>+260,9%</b>
<i>Taux de marge (en %)</i>	<b>6,5%</b>	2,3%		
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>94</b>	27	+246,3%	<b>+256,1%</b>
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>240</b>	175	+36,8%	<b>+43,9%</b>

Dans le cadre de cette publication, Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré :

« Les résultats du groupe Vicat poursuivent leur progression, portés par le dynamisme de ses marchés. Le Groupe démontre une nouvelle fois sa réactivité et sa capacité d'adaptation et valide ainsi la pertinence de sa politique de développement industriel et commercial. Focalisé sur l'atteinte de ses objectifs de réduction de son empreinte carbone, Vicat a accéléré la commercialisation de gammes de matériaux bas carbone adaptés aux enjeux climatiques ».

**Avertissements :**

- Dans ce communiqué, et sauf indication contraire, toutes les variations sont exprimées sur une base annuelle (2021/2020), et à périmètre et taux de change constants.
- Les indicateurs alternatifs de performance (IAP), tels que les notions de « périmètre et change constants », de « chiffre d'affaires opérationnel », « d'EBITDA », « d'EBIT », « d'endettement net », de « gearing » ou encore de « leverage », font l'objet d'une définition accessible dans ce communiqué de presse en page d'annexe.
- Ce communiqué de presse peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet ([www.vicat.fr](http://www.vicat.fr)). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes sur Vicat sont disponibles sur son site Internet [www.vicat.fr](http://www.vicat.fr).

L'activité du Groupe au cours du **premier semestre 2021** affiche une forte progression compte tenu du dynamisme de ses marchés et d'une base de comparaison favorable. En effet, l'activité du Groupe avait été particulièrement affectée au deuxième trimestre 2020, notamment en Inde et en France, par la progression du Covid 19 et des mesures gouvernementales prises pour y faire face. Si le phénomène épidémique s'est poursuivi en ce début d'année, et si certains marchés sont restés perturbés, les mesures mise en place ont permis au secteur de la construction de poursuivre ses activités.

Dans ce contexte, **le chiffre d'affaires consolidé** du Groupe atteint 1 560 millions d'euros, contre 1 304 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une progression de +19,6% en base publiée et de +26,2% à périmètre et change constants.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé en base publiée résulte :

- D'une croissance organique de l'activité de +26,2%, soutenue par des marchés dynamiques sur l'ensemble des zones d'activité du Groupe et un effet de base favorable.
- D'un effet de change défavorable de -6,8%, correspondant à un impact négatif de -89 millions d'euros sur le semestre en raison l'appréciation de l'euro ;
- Et d'un effet périmètre de +0,3%, qui se traduit par un impact positif de +3 millions d'euros, lié pour l'essentiel à de petites acquisitions dans l'activité Béton et Granulats en France.

**Le chiffre d'affaires opérationnel** du Groupe s'établit à 1 771 millions d'euros, en croissance de +19,8% en base publiée et de +26,4% à périmètre et change constants. Chacune des activités du Groupe a contribué à cette évolution favorable. En effet, l'activité Ciment (938 millions d'euros) affiche une hausse de +20,7% en base publiée et de +29,1% à périmètre et taux de change constants. Le chiffres d'affaires opérationnels du Béton & Granulats (585 millions d'euros) progresse de +16,5% en base publiée et +22,1% à périmètre et change constants. Enfin, l'activité Autres Produits et Services (249 millions d'euros) est en croissance de +24,7% en base publiée et de +26,6% à périmètre et change constants.

**L'EBITDA** consolidé du Groupe atteint 300 millions d'euros au cours du premier semestre 2021, en progression de +41,0% en base publiée et de +48,3% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA s'établit à 19,2%, soit une hausse de 290 points de base. L'évolution de l'EBITDA publié tient compte d'un effet de change défavorable de près de -16 millions d'euros et d'une croissance organique de +103 millions d'euros.

A périmètre et change constants, la progression de l'EBITDA résulte :

- D'une activité dynamique sur l'ensemble de ses marchés ;
- D'une tendance générale des prix de vente bien orientée ayant permis de compenser l'inflation des coûts ;
- Et aussi d'une base de comparaison favorable compte tenu de l'environnement sanitaire du 1<sup>er</sup> semestre 2020.

L'**EBIT** atteint 171 millions d'euros contre 76 millions d'euros à la même période en 2020, une progression de +126,3% en base publiée et de +137,4% à périmètre et taux de change constants après prise en compte d'une reprise de provision nette de 6,8 millions d'euros du fait de la fin du régime de retraite article 39. La marge d'EBIT sur le chiffre d'affaires consolidé atteint 11,0%, en hausse de 520 points de base. Cette évolution traduit une très forte amélioration de la rentabilité opérationnelle en France, dans la zone Amériques, en Asie et en Afrique. Les zones Europe (hors France) et Méditerranée sont globalement stables à périmètre et change constants sur la période.

Le **résultat d'exploitation** atteint 161 millions d'euros, en hausse de +161,4% en base publiée et de +174,3% à périmètre et change constants. Cette performance résulte pour l'essentiel des améliorations de la rentabilité opérationnelle tant au niveau de l'EBITDA que de l'EBIT, ainsi que d'une dépréciation complémentaire de 11 millions d'euros sur des créances liées aux investissements en Egypte.

La baisse du **résultat financier** de -2 millions d'euros (qui s'élève à -18 millions d'euros, contre -16 millions d'euros au premier semestre 2020) résulte d'une part d'une baisse de près de 2 millions d'euros du coût de l'endettement financier net à la suite de l'opération de refinancement d'une partie de la dette en 2020 et d'autre part d'une baisse des autres produits et charges financières liée à la constatation d'un produit non récurrent au Brésil en 2020.

La **charge d'impôts** augmente de -25 millions d'euros compte tenu de la progression du résultat avant impôt. Le taux apparent diminue par rapport au 30 juin 2020, de 42,8% à 30,7% en 2021. Cette réduction du taux d'impôt provient essentiellement de la baisse des taux d'impôts en France et en Suisse, d'un mix pays favorable ainsi que d'une reprise d'impôt différé liée à la signature définitive de l'avenant de la convention minière au Sénégal.

Le **résultat net consolidé** est de 102 millions d'euros en 2021 en hausse de 73 millions d'euros par rapport à la même période en 2020 (29 millions) soit +260,9% à périmètre et change constants et de +247,0% en base publiée.

Le **résultat net part du Groupe** s'élève à 94 millions d'euros, en progression de +256,1% à périmètre et taux de change constants et +246,3% en base publiée.

La **capacité d'autofinancement** s'établit à 240 millions d'euros, en hausse de +36,8 % en base publiée et de +43,9% à périmètre et taux de change constants, compte tenu de la forte progression de l'EBITDA généré du semestre.

## 1. Compte de résultat par zones géographiques

### 1.1. Compte de résultat France

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants )
Chiffre d'affaires consolidé	<b>562</b>	444	+26,5%	+25,7%
EBITDA	<b>104</b>	56	+83,9%	+83,7%
EBIT	<b>66</b>	14	+379,8%	+380,5%

Sur les six premiers mois de l'année, en ligne avec la tendance observée au second semestre 2020 et compte tenu d'une base de comparaison très favorable, la performance du Groupe en France progresse fortement. Si les effets du contexte sanitaire sont restés contraignants sur cette première partie de l'année, les mesures gouvernementales pour y faire face, ainsi que celles mises en place au sein du Groupe, lui ont permis de saisir l'ensemble des opportunités de croissance et d'enregistrer une bonne performance sur l'ensemble de ses activités.

Dans ce contexte, l'EBITDA est en très nette progression sur l'ensemble de la période en dépit d'une légère progression des coûts de l'énergie et d'une base de comparaison défavorable liée aux effets du plan de réduction des coûts non récurrents mis en place à la fin du premier trimestre 2020 pour faire face à l'impact des mesures de confinement.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel est en hausse de +23,0% à périmètre constant sur l'ensemble de la période compte tenu de la base de comparaison favorable du premier semestre 2020 et d'un environnement sectoriel favorable sur les marchés du Groupe. Ces éléments ont permis de très largement compenser l'impact d'une météorologie plus défavorable, le secteur progressant sensiblement sur l'ensemble de la période. Dans ce contexte favorable, les prix de vente sont en progression et l'EBITDA généré par cette activité progresse de +63,8% sur cette période, et la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore de 600 points de base.
- Le chiffre d'affaires opérationnel de *l'activité Béton & Granulats* est en hausse de +29,6% à périmètre constant. Cette évolution résulte d'une augmentation de l'activité dans le béton et dans les granulats. Les prix de vente sont en progression dans les granulats et stables dans le béton. Sur ces bases, l'EBITDA généré par cette activité progresse de +106,1% à périmètre constant sur cette période, et la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore de 450 points de base.

Dans *l'activité Autres Produits & Services*, le chiffre d'affaires opérationnel est en progression de +30,9% à périmètre constant sur la période. L'EBITDA de cette activité progresse de +154,5% sur la période et la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore de 320 points de base.

**1.2 Compte de résultat Europe (hors France)**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	30 juin 2020	<b>Variation (publiée)</b>	<b>Variation (à périmètre et taux de change constants )</b>
Chiffre d'affaires consolidé	<b>203</b>	198	+2,5%	+5,3%
EBITDA	<b>39</b>	40	-1,9%	+0,8%
EBIT	<b>19</b>	20	-0,9%	+1,8%

L'activité en Europe (hors France) regroupe les performances de la Suisse et l'Italie. Le marché Suisse, qui n'a été que peu affecté par la pandémie au cours du premier semestre 2020, progresse légèrement sur ce début d'année. L'Italie a, quant à elle, bénéficié d'une base de comparaison très favorable compte tenu de la situation sanitaire et macro-économique particulièrement difficile du premier semestre 2020. L'EBITDA sur l'ensemble de la région reste stable (+0,8%) à périmètre et change constants et recule de -1,9% en base publiée

En **Suisse**, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en progression de +3,9% à périmètre et change constants (+1,0% en base publiée). Dans ce pays, l'activité s'est poursuivie normalement sans impact significatif de l'épidémie sur l'environnement sectoriel. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé recule de -80 points de base pour s'établir à 19,5%.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel affiche une hausse de +6,3% à périmètre et change constants soutenu par une bonne tenue des marchés et des activités de valorisation des déchets. Les prix de vente sont en retrait sur le semestre compte tenu d'un mix client défavorable. Dans ce contexte, et compte tenu d'un élément non récurrent intervenu au premier semestre, l'EBITDA généré par cette activité est en retrait de -19,9% à périmètre et change constants, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 25,3% contre 33,6% au premier semestre 2020.
- *Dans l'activité Béton & Granulats*, le chiffre d'affaires opérationnel recule de -6,7% à périmètre et change constants en raison de conditions climatiques moins favorables, notamment au premier trimestre, et des prix de vente en légère baisse. En revanche, l'activité recyclage a enregistré une solide progression des prix. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA généré par cette activité progresse de +3,5% à périmètre et taux de change constants, avec une marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel qui s'améliore de 180 points de base sur ce semestre.
- *L'activité Autres Produits et Services* enregistre un chiffre d'affaires opérationnel en hausse de +11,9% à périmètre et change constants. L'EBITDA généré par cette activité est de nouveau largement positif sur ce premier semestre, s'établissant à près de 4 millions d'euros, alors qu'il était à l'équilibre sur la même période en 2020. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 5,7%. Par ailleurs, le Groupe a finalisé la cession de l'activité Creabéton Matériaux (préfabrication légère) le 30 juin 2021.

En **Italie**, compte tenu de l'arrêt de l'activité pendant 30 jours au cours du premier semestre 2020, le chiffre d'affaires consolidé progresse de +36,7% sur la période. L'activité et les prix de vente sont en nette progression sur le semestre. Ainsi l'EBITDA s'affiche en hausse de +44,5% sur le semestre. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires s'améliore ainsi de 60 points de base par rapport au premier semestre 2020.



### 1.3 Compte de résultat Amériques

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants )
Chiffre d'affaires consolidé	<b>319</b>	298	+7,1%	+20,1%
EBITDA	<b>70</b>	56	+24,9%	+41,2%
EBIT	<b>43</b>	26	+63,3%	+86,0%

Aux États-Unis comme au Brésil, en dépit d'un environnement sanitaire préoccupant, tout particulièrement au Brésil, l'activité est restée bien orientée. Ainsi, l'accélération de la croissance observée au Brésil à compter du troisième trimestre 2020 s'est poursuivie à un rythme soutenu en ce début d'année. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires et l'EBITDA de la zone Amériques sont tous deux en forte amélioration.

Aux **Etats-Unis**, l'environnement macro-économique et sectoriel est resté favorablement orienté sur ce premier semestre. Il est à noter que le second trimestre a été impacté en Californie par une base de comparaison défavorable compte tenu des volumes records livrés au cours de cette période en 2020, notamment sur les mois de mai et juin. Au demeurant, le chiffre d'affaires consolidé affiche une progression de +11,1% à périmètre et change constants, à 238 millions d'euros. L'EBITDA atteint 46 millions d'euros sur la période, en progression de +21,5% à périmètre et change constants.

La construction d'une nouvelle ligne de cuisson de 5 000 tonnes jour dans l'usine de Ragland en Alabama, initiée en 2019 s'est poursuivie. Ce nouvel outil sera mis en service au premier trimestre 2022. Cette installation permettra à la fois d'accroître la capacité de l'usine pour répondre à la forte demande du marché, de réduire sensiblement les coûts de production et de participer activement aux objectifs du Groupe en termes de réduction de ses émissions de CO<sub>2</sub>.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +4,9% à périmètre et change constants au 30 juin 2021 grâce à une bonne tenue des marchés sur lesquels le Groupe opère et des prix de vente en progression sur la période. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité affiche une croissance de +16,7% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'améliore de 290 points de base.
- *Dans l'activité Béton*, le chiffre d'affaires opérationnel affiche une croissance de +14,9% à périmètre et taux de change constants, soutenu là aussi par la solidité des marchés de référence, notamment dans la région du Sud-Est, et des prix moyens de vente en hausse. Sur ces bases, l'EBITDA de cette activité s'améliore sensiblement de +37,9% à périmètre et change constants sur la période. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel progresse de 130 points de base.

**Au Brésil**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 81 millions d'euros en progression de +53,1% à périmètre et change constants. La progression de l'activité est dynamique en dépit d'une situation sanitaire qui reste préoccupante. L'EBITDA affiche une solide croissance sur le semestre, s'établissant à 24 millions d'euros contre 15 millions d'euros à la même période de 2020. La marge d'EBITDA s'améliore de 660 points de base.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel s'établit à 67 millions d'euros, contre 52 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de +55,1% à périmètre et change constants. Cette performance résulte du dynamisme des marchés sur lesquels le Groupe opère et d'évolutions favorables des prix permettant de pleinement répercuter la hausse des coûts, notamment énergétiques. Sur ces bases, l'EBITDA s'élève à 22 millions d'euros sur la période, contre 13 millions d'euros sur la même période de 2020, la marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel s'établissant à 32,6%.
- *Dans l'activité Béton et Granulats*, en ligne avec la progression enregistrée dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires opérationnel s'élève à 23 millions d'euros, en progression de +80,9% à périmètre et

change constants. L'amélioration des conditions de marché s'est accompagnée d'une progression des prix, tant dans le béton que dans les granulats. Ainsi, l'EBITDA généré sur la période progresse de +54,6% à périmètre et change constants.

#### 1.4 Asie (Inde et Kazakhstan)

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	30 juin 2020	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants )
Chiffre d'affaires consolidé	<b>206</b>	149	+38,5%	+51,2%
EBITDA	<b>58</b>	38	+51,3%	+65,4%
EBIT	<b>40</b>	19	+114,4%	+134,5%

La zone Asie, et plus particulièrement l'Inde, reste sensiblement affectée par la crise sanitaire impactant l'environnement macro-économique et sectoriel de façon nettement moins marquée qu'au premier semestre 2020. Les mesures prises par le Gouvernement indien pour y faire face ont permis au Groupe de poursuivre son activité, contrairement à la situation du premier semestre 2020 qui avait exigé l'arrêt total des deux usines du Groupe pendant plus d'un mois.

A la lumière de ces éléments, et compte tenu de la base de comparaison favorable du premier semestre 2020, l'activité en **Inde** est en forte progression au premier semestre soutenue par une forte demande et par les effets des plans de relance mis en place par le gouvernement. La pénurie de main d'œuvre dans les grandes zones urbaines, provoquée par les dernières mesures de restrictions liées à l'évolution de la pandémie dans certains états, a eu un impact notamment sur les grands travaux d'infrastructures au cours de cette période, mais semble désormais se résorber progressivement. Dans ce contexte, les prix sont restés bien orientés sur la période. Ainsi, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 177 millions d'euros au 30 juin 2021, en hausse de +60,5% à périmètre et taux de change constants.

Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA s'établit à 49 millions d'euros, en progression de +87,6% à périmètre et change constants. La marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 27,6%, en hausse de 400 points de base.

Au **Kazakhstan**, le Groupe enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 30 millions d'euros, en hausse de +13,9% à périmètre et change constants. Cette performance résulte d'une nouvelle progression de l'activité du Groupe sur son marché domestique permettant de compenser la baisse des exportations. Compte tenu de ce mix géographique favorable et du dynamisme du marché kazakh, les prix sont en nette progression.

L'EBITDA généré sur la période progresse de +2,7% à périmètre et taux de change constants et s'élève à 9 millions d'euros.

**1.5 Compte de résultat Méditerranée (Égypte et Turquie)**

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2021	30 juin 2020	Variation (publiée)	Variation (à périmètre et taux de change constants )
Chiffre d'affaires consolidé	<b>103</b>	75	+37,4%	+71,5%
EBITDA	<b>-6</b>	-9	+35,5%	+35,4%
EBIT	<b>-16</b>	-18	+11,3%	-0,5%

La zone Méditerranée est affectée par une situation macro-économique et sectorielle qui reste dégradée, même si elle se caractérise par une amélioration progressive, notamment en Turquie. En Égypte, l'environnement sécuritaire et concurrentiel est resté difficile au cours de ce premier semestre. Compte tenu de ces éléments, le Groupe enregistre de nouveau un EBITDA négatif sur cette zone au 30 juin 2021.

En **Turquie**, si l'environnement macro-économique et sectoriel reste toujours affecté par les conséquences de la dépréciation continue de la devise depuis août 2018 et par l'impact de la crise sanitaire, le marché de la construction poursuit néanmoins son redressement. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 69 millions d'euros, en progression de +71,0% à périmètre et taux de change constants. L'EBITDA est en nette progression sur le semestre, s'établissant à 2 millions d'euros, contre une très légère perte au premier semestre 2020.

- Dans l'activité *Ciment*, l'amélioration de la tendance observée depuis fin 2020 s'est poursuivie au cours du premier semestre 2021, soutenue par une météorologie favorable en début d'année. Ainsi, l'activité et les prix de vente sont en nette progression par rapport au premier semestre 2020. Sur ces bases, le chiffre d'affaires opérationnel de cette activité s'élève à 50 millions d'euros, en hausse de +72,6% à périmètre et change constants. Compte tenu de ces éléments l'EBITDA à périmètre et change constants généré par cette activité a été multiplié par sept sur la période. Néanmoins, la hausse des prix n'a permis de compenser que partiellement la forte inflation des coûts liée à la dépréciation de la devise.
- Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité *Béton & Granulats* s'établit à 31 millions d'euros, soit une hausse de +64,5% à périmètre et change constants. L'activité a bénéficié au cours du semestre de la poursuite de l'amélioration des conditions de marché et d'une météorologie favorable qui ont favorisé une hausse des prix. L'EBITDA généré par cette activité est légèrement positif sur ce premier semestre, à comparer à une légère perte sur cette même période en 2020.

En **Égypte**, le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 34 millions d'euros, en hausse de +72,7% à périmètre et taux de change constants. Dans un contexte difficile depuis plusieurs années, et dont tout le secteur a largement souffert, il est important de noter que ce premier semestre a été marqué par la conclusion d'un accord de régulation du marché entre le gouvernement égyptien et l'ensemble des producteurs. Cet accord, qui est entré en vigueur en juillet 2021, a été validé par l'Autorité de la concurrence et a pour objectif de ramener plus de rationalité entre les différents acteurs en limitant (à autour de 65% de leurs capacités) pendant un an les ventes de toutes les usines sur le marché domestique. De fait, les prix de marché du ciment ont enregistré au cours du semestre leur première augmentation depuis le troisième trimestre 2018, même si, sur le semestre, ils restent en moyenne inférieurs à ceux du premier semestre 2020.

Si ces éléments apparaissent comme les premiers signes d'un changement longtemps attendu, l'EBITDA généré en Égypte reste néanmoins négatif de -8 millions d'euros sur ce semestre (contre -9 millions d'euros au premier semestre 2020).

**1.6 Compte de résultat Afrique (Sénégal, Mali, Mauritanie)**

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	30 juin 2020	<b>Variation (publiée)</b>	<b>Variation (à périmètre et taux de change constants )</b>
Chiffre d'affaires consolidé	<b>167</b>	140	+19,4%	+19,7%
EBITDA	<b>35</b>	32	+11,4%	+11,8%
EBIT	<b>18</b>	15	+20,8%	+21,5%

Sur la zone Afrique, le Groupe bénéficie toujours d'un environnement sectoriel favorable, en dépit de la crise sanitaire, soutenu par l'amélioration des performances de l'usine de Rufisque et la montée en puissance du nouveau broyeur au Mali.

- *Dans l'activité Ciment*, le chiffre d'affaires opérationnel de la zone Afrique progresse de +20,1% à périmètre et change constants s'appuyant sur le dynamisme du marché ouest-africain, notamment au Sénégal, ainsi que sur la montée en puissance du nouveau broyeur au Mali. Les prix de vente au Sénégal sont en retrait par rapport au premier semestre 2020 compte tenu de la mise en place de la nouvelle taxe sur le Ciment depuis le mois de mai 2020. Il est à noter que cet effet de base défavorable a pris fin et que les prix en mai et en juin 2021 sont en légère progression par rapport à la même période en 2020. Le Mali et la Mauritanie bénéficient d'un environnement prix orienté favorablement. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA généré par cette activité s'améliore de +10,4% sur la période, avec une marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel en baisse de -170 points de base, à 19,0%.
- Au Sénégal, *l'activité Granulats* affiche un chiffre d'affaires consolidé de 15 millions d'euros, en hausse de +16,8% à périmètre et change constants sur la période, porté par la reprise progressive des grands chantiers d'État dans un contexte de prix plus favorable. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA progresse de +21,0%, avec une marge d'EBITDA sur le chiffre d'affaires opérationnel en progression de 110 points de base.

## 2. Évolution de la situation financière au 30 juin 2021

---

Au 30 juin 2021, le Groupe maintient une structure financière solide avec des capitaux propres importants et un endettement net maîtrisé. Ainsi, à cette date, les capitaux propres s'élèvent à 2 459 millions d'euros contre 2 411 millions au 31 décembre 2020.

La dette financière nette s'élève à 1 320 millions d'euros au 30 juin 2021 contre 1 202 au 31 décembre 2020.

Sur ces bases, les ratios financiers du Groupe s'établissent à 2,05x pour le « leverage » (contre 2,16x au 31 décembre 2020 et 2,49x au 30 juin 2020) et à 53,7% pour le « gearing » (contre 49,9% au 31 décembre 2020 et 52,9% au 30 juin 2020).

Compte tenu du niveau de l'endettement net et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence des « covenants » contenus dans les contrats de financement à moyen ou long terme ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 30 juin 2021, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les « covenants » contenus dans les contrats de financement.

Sur le premier semestre 2021, les investissements industriels nets se sont élevés à 170 millions d'euros et concernent pour une large part la poursuite de la construction du nouveau four de Ragland aux Etats-Unis.

Enfin, le cash-flow libre du Groupe ressort à -52 millions d'euros sur ce premier semestre.

## 3. Évènements récents

---

### Finalisation de la cession de Creabéton Matériaux en Suisse :

Le 30 juin 2021, la filiale suisse du groupe Vicat, Vigier Holding SA a finalisé la cession de Creabéton Matériaux SA au groupe Müller Steinag Holding, basé en Suisse.

Creabéton Matériaux SA, spécialisé dans la préfabrication de produits en béton, fort d'un effectif de près de 380 salariés, a réalisé un chiffre d'affaires de 91 millions de francs suisses en 2020. Vigier Holding SA conserve son activité Rail, disposant de la taille critique dans ce secteur spécifique.

Avec cette acquisition, le groupe Müller Steinag Holding, co-détenteur de la marque Creabéton depuis 2002, sera en mesure de renforcer ses positions dans la préfabrication, au cœur de son activité, et d'accéder à de nouveaux marchés. Creabéton Matériaux SA pourra de son côté s'appuyer sur un leader disposant d'une taille critique dans un secteur fortement compétitif et disposer des moyens nécessaires pour poursuivre avec succès son développement.

### Organisation d'un « Capital Markets Day » :

Le Groupe organisera le 16 novembre 2021 un « Capital Markets Day » afin d'exposer sa stratégie, sa feuille de route et ses ambitions de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>.

Les éléments précis quant à l'organisation de cet évènement seront communiqués ultérieurement et seront fonction de l'évolution de l'environnement sanitaire.

## 4. Perspectives 2021

En 2021, l'environnement macro-économique de chacun des pays dans lesquels le Groupe opère devrait toujours être affecté par la pandémie de la Covid-19 avec des impacts différents en fonction du contexte sanitaire et des réponses gouvernementales apportées pour y faire face.

Aujourd'hui, l'activité reste menée dans le cadre strict de procédures adaptées à la situation sanitaire qui prévaut dans chaque pays d'implantation du Groupe. Dans ce cadre il est important de préciser que :

- Les douze pays d'implantation du Groupe sont touchés, mais à des degrés différents, par l'épidémie du Covid-19 ;
- Les partages d'expérience entre pays permettent de mettre en œuvre les bons procédés et modes opératoires afin de répondre aux exigences de la situation dans chaque pays et de poursuivre l'activité dans les meilleures conditions ;
- Dans cet environnement, la volatilité de l'activité peut varier sensiblement.

Par ailleurs, trois éléments prévisibles auront une incidence sur l'évolution des performances financières du Groupe et sur son cadencement au cours de l'année 2021 :

- Les évolutions défavorables des taux de change observés en 2020 auront un impact négatif sur l'ensemble de l'exercice 2021. Le Groupe rappelle à ce titre que son risque de change est essentiellement un risque de conversion ;
- Les coûts de l'énergie sont attendus en hausse, avec un impact qui sera marqué sur le second semestre. Sur l'ensemble de l'année, la hausse des coûts de l'énergie est attendue autour d'environ +9% ;
- Enfin, compte tenu du rebond et du rattrapage de l'activité observés en France, en Inde et en Italie au cours du troisième trimestre 2020, la base de comparaison devrait être défavorable sur le troisième trimestre et, dans une moindre mesure, sur le quatrième trimestre en 2021.

En 2021, le Groupe poursuit ses efforts d'investissements, qui concerneront pour l'essentiel :

- La construction du nouveau four de Ragland aux Etats-Unis ;
- Des efforts sur ses outils de production en Inde afin d'augmenter marginalement leurs capacités, et des investissements dans de nouveaux terminaux afin d'élargir son marché et réduire ses coûts logistiques ;
- Et enfin, la montée en puissance de projets liés aux objectifs de réduction de son empreinte carbone.

Sur ces bases, les investissements industriels sont attendus en hausse par rapport à 2020 et devraient s'établir autour de 385 millions d'euros. Le Groupe se gardera la possibilité d'adapter ces projets d'investissements en fonction de l'évolution de ses marchés et de sa génération de cash-flows.

Concernant les évolutions attendues par pays, le Groupe souhaite apporter les éléments d'appréciations suivants, qui resteront néanmoins très dépendants de l'évolution de la crise sanitaire et de son impact sur chacun d'entre eux :

- En France, l'activité devrait rester bien orientée sur l'ensemble de l'exercice. Le Groupe s'attend au second semestre à une progression moins dynamique que celle observée au premier semestre compte tenu du très fort rebond enregistré sur cette période en 2020 ;
- En Suisse, les activités Ciment et Béton & Granulats devraient bénéficier d'un secteur de la construction porteur. L'activité « Autres Produits et Services » sera bien entendu marquée par la sortie du périmètre de l'activité Préfabrication à la suite de la finalisation de sa cession le 30 juin 2021. Il est important de noter que la cession de cette activité aura un impact relatif sur cette activité, mais aussi sur l'ensemble des résultats du Groupe en Suisse. Quant à l'activité Rail, la reprise progressive observée au premier semestre devrait se poursuivre ;
- Aux Etats-Unis, l'activité devrait poursuivre sa croissance tant en termes de volumes que de prix de vente. La mise en place du plan de relance de l'économie tel que présenté par le nouveau gouvernement américain ne devrait se faire ressentir qu'en fin d'année, et de façon plus visible à partir de 2022 ;

- Au Brésil, l'environnement devrait rester favorable. Néanmoins, compte tenu de la base de comparaison élevée que constitue le second semestre 2020, le Groupe s'attend à une stabilisation graduelle de sa progression en 2021 ;
- En Inde, sous réserve de l'évolution actuelle de la pandémie, le Groupe devrait bénéficier en 2021 d'un marché attendu en croissance. Dans ce contexte favorable, les prix, bien orientés au premier semestre, pourront néanmoins rester volatils ;
- Au Kazakhstan, les performances atteintes au cours de l'exercice 2020 constituent une base de comparaison élevée dans un contexte de marché qui devrait néanmoins rester favorable, mais dans un environnement concurrentiel qui pourrait être plus tendu au second semestre ;
- En Turquie, compte tenu de la stabilisation de l'environnement sectoriel et de l'amorce d'une reprise observée en 2020, la situation devrait poursuivre son amélioration progressive sur le second semestre, en dépit de la faiblesse persistante de la devise.
- L'Egypte n'offre à ce stade que peu de visibilité sur l'évolution du marché de la construction qui restera lié à la mise en œuvre effective des décisions gouvernementales afin de rétablir un environnement de marché rationnel ;
- En Afrique de l'Ouest, l'activité devrait rester dynamique dans le Ciment. La base de comparaison sur les prix sera plus favorable au second semestre et devrait être accompagnée par la poursuite d'une progression des volumes vendus. L'activité Granulats au Sénégal devrait poursuivre son redressement progressif.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments et des résultats du Groupe au premier semestre, le Groupe s'attend à une progression de son EBITDA sur l'ensemble de l'exercice. Bien entendu, cette attente reste susceptible d'être modifiée au cours de l'exercice en fonction de l'évolution de la pandémie et de son impact sur l'environnement macro-économique et sectoriel des pays dans lesquels le Groupe opère.

## 5. Facteurs de risques

---

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2020 déposé le 10 mars 2021 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.21-0106.

Le risque sanitaire a été intégré dans la cartographie des risques du Groupe et présenté dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2020. L'impact de la crise de la Covid-19 sur les résultats et l'activité a été inclus et présenté dans le Rapport Semestriel d'activité du présent document, et est également décrit dans les faits marquants de l'annexe aux comptes consolidés, note 2, page 38.

Comme indiqué, après une année 2020 marquée par l'impact de la crise de la Covid-19, l'activité du Groupe s'est redressée de façon significative au cours du premier semestre 2021, sur l'ensemble de ses marchés, poursuivant la tendance observée lors du second semestre 2020.

L'efficacité des mesures de confinement et l'avancée des campagnes de vaccination ont permis aux différentes zones géographiques de redémarrer progressivement leur activité économique, même si des périodes de contamination réapparaissent sporadiquement, incitant certains pays à réinstaurer des confinements temporaires stricts. Dans ce contexte, la priorité du Groupe reste d'assurer la sécurité sanitaire de ses salariés, de ses clients et de ses fournisseurs en appliquant strictement des procédures adaptées à la situation sanitaire de chaque pays.



## Groupe Vicat – Information financière– Annexes

### Définition des indicateurs alternatifs de performance "IAP" :

- Les données à **périmètre et change constants** permettent de déterminer l'évolution organique d'agrégats chiffrés entre deux périodes et de les comparer en neutralisant les impacts liés aux variations de taux de change et du périmètre de consolidation. Elles sont déterminées en appliquant aux chiffres de la période en cours, les taux de change et le périmètre de consolidation de la période antérieure.
- Le **chiffre d'affaires opérationnel** d'un secteur géographique (ou d'une activité) correspond au chiffre d'affaires réalisé par le secteur géographique en question (ou l'activité) sous déduction du chiffre d'affaires intra-secteur (ou intra-activité).
- **Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.
- **Excédent Brut d'Exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.
- **EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires
- **EBIT** : (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.
- **Capacité d'autofinancement** : elle est égale au résultat net avant prise en compte des charges nettes calculées sans impact sur la trésorerie (soit principalement les dotations nettes aux amortissements et provisions, les impôts différés, les résultats de cession et les variations de juste valeur).
- **Cash-flow libre** : il est égal aux flux nets opérationnels après déduction des investissements industriels nets de cessions.
- **L'endettement financier net** représente la dette financière brute (composée du solde des emprunts auprès d'investisseurs et des établissements de crédit, de la dette résiduelle sur contrats de location financement, du solde des autres emprunts et dettes financières hors options de vente et de la trésorerie passive), nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, y inclus la réévaluation des dérivés de couverture et de la dette.
- **Le Gearing** est un ratio relatif à la structure financière correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés.
- **Le Leverage** est un ratio relatif à la rentabilité correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé.

# 2.

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2021

État de la situation financière consolidée	17
Compte de résultat consolidé	18
État du résultat global consolidé	19
État des flux de trésorerie consolidés	20
État de variation des capitaux propres consolidés	21
Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2021	22

# 1. État de la situation financière consolidée

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

<b>ACTIF</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	<b>30 juin 2021</b>	<b>31 décembre 2020</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Goodwill	3	1 132 680	1 118 874
Autres immobilisations incorporelles	4	173 144	170 812
Immobilisations corporelles	5	2 045 955	1 987 852
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	6	181 641	186 829
Immeubles de placement		14 436	14 831
Participations dans des entreprises associées		81 224	77 873
Actifs d'impôts différés		70 725	71 922
Créances et autres actifs financiers non courants	7	242 567	239 176
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>3 942 372</b>	<b>3 868 169</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks et en-cours		377 646	354 937
Clients et autres débiteurs		545 547	440 874
Actifs d'impôts exigibles		2 958	3 328
Autres créances		167 227	152 496
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	427 441	422 843
<b>Total des actifs courants</b>		<b>1 520 819</b>	<b>1 374 478</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>5 463 191</b>	<b>5 242 647</b>
<b>PASSIF</b> <i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	9	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Auto-contrôle		(51 779)	(53 587)
Réserves consolidées		2 700 139	2 679 297
Réserves de conversion		(616 646)	(640 130)
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>2 222 521</b>	<b>2 176 387</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>236 109</b>	<b>234 306</b>
<b>Total capitaux propres</b>		<b>2 458 630</b>	<b>2 410 693</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	10	126 278	139 022
Autres provisions	10	106 726	116 764
Dettes financières et options de vente	11	1 366 808	1 270 162
Obligations locatives	11	150 569	157 563
Impôts différés passifs		219 652	213 736
Autres passifs non courants		34 471	37 999
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>2 004 504</b>	<b>1 935 246</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Provisions	10	9 761	13 522
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	11	198 967	165 375
Obligations locatives à moins d'un an		50 251	47 382
Fournisseurs et autres créditeurs		417 497	375 329
Passifs d'impôts exigibles		17 628	24 557
Autres dettes		305 953	270 543
<b>Total des passifs courants</b>		<b>1 000 057</b>	<b>896 708</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>3 004 561</b>	<b>2 831 954</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>5 463 191</b>	<b>5 242 647</b>

## 2. Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>13</b>	<b>1 559 667</b>	<b>1 303 695</b>
Achats consommés		(992 025)	(820 485)
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>1.23</b>	<b>567 642</b>	<b>483 210</b>
Charges de personnel		(250 214)	(245 721)
Impôts, taxes et versements assimilés		(34 644)	(38 552)
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>1.23</b>	<b>282 784</b>	<b>198 937</b>
Autres produits et charges ordinaires	15	17 248	13 916
<b>EBITDA</b>	<b>1.23</b>	<b>300 032</b>	<b>212 853</b>
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	14	(128 844)	(137 206)
<b>EBIT</b>	<b>1.23</b>	<b>171 188</b>	<b>75 647</b>
Autres produits et charges non ordinaires	15	(17 592)	132
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	14	7 483	(14 161)
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>161 079</b>	<b>61 618</b>
Coût de l'endettement financier net	17	(16 647)	(18 141)
Autres produits financiers	17	7 403	9 129
Autres charges financières	17	(8 519)	(6 635)
<b>Résultat financier</b>	<b>17</b>	<b>(17 763)</b>	<b>(15 647)</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		3 154	3 066
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>146 470</b>	<b>49 037</b>
Impôts sur les résultats	18	(44 589)	(19 676)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>101 881</b>	<b>29 361</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires		8 339	2 351
<b>Part attribuable au Groupe</b>		<b>93 542</b>	<b>27 010</b>
<b>Résultat par action (en euros)</b>			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	9	2,08	0,60

### 3. État du résultat global consolidé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE		
<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>101 881</b>	<b>29 361</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>Éléments non recyclables au compte de résultat :</b>		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	8 656	(6 606)
Impôt sur les éléments non recyclables	(2 336)	1 900
<b>Éléments recyclables au compte de résultat :</b>		
Ecart de conversion et gains (pertes) de change	29 862	(149 563)
Couverture des flux de trésorerie	1 075	6 592
Impôt sur les éléments recyclables	(278)	(1 703)
<b>Autres éléments du résultat global (après impôt)</b>	<b>36 979</b>	<b>(149 380)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>138 860</b>	<b>(120 019)</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires	12 826	(19 944)
<b>Part attribuable au Groupe</b>	<b>126 034</b>	<b>(100 075)</b>

## 4. État des flux de trésorerie consolidés

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES			
(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2021	30 juin 2020
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>			
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>101 881</b>	<b>29 361</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(3 154)	(3 066)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1 073	1 296
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- amortissements et provisions		121 010	148 490
- impôts différés		5 261	2 518
- plus ou moins values de cession		(3 437)	(997)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		62	108
- autres (1)		17 128	(2 598)
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>1.23</b>	<b>239 824</b>	<b>175 112</b>
Variation du besoin en fonds de roulement		(122 035)	44 980
<b>Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (2)</b>	<b>19</b>	<b>117 789</b>	<b>220 092</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(177 339)	(122 497)
- immobilisations financières		(8 839)	(12 848)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		7 033	2 239
- immobilisations financières		657	1 576
Incidence des variations de périmètre		9 915	0
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>20</b>	<b>(168 573)</b>	<b>(131 530)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>			
Dividendes versés		(73 974)	(70 866)
Augmentations / Réductions de capital			
Emissions d'emprunts	11	151 673	48 117
Remboursements d'emprunts	11	(29 315)	(33 461)
Remboursements des dettes locatives	11	(25 865)	(24 548)
Acquisitions d'actions propres		(11 543)	(4 931)
Cessions – attributions d'actions propres		14 073	4 303
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>25 049</b>	<b>(81 386)</b>
Incidence des variations de cours des devises		3 848	(16 547)
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(21 887)</b>	<b>(9 371)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	21	359 159	328 674
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	21	337 271	319 303

(1) :

- Incluant au 30 juin 2021 les reprises et dotations non ordinaires.

(2) :

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (45,5) millions d'euros en 2021 et (9,0) millions d'euros en 2020.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (14,9) millions d'euros en 2021 dont (5,6) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16 et (19,3) millions d'euros en 2020 dont (5,2) millions d'euros au titres des frais financiers sur contrats IFRS16.

## 5. État de variation des capitaux propres consolidés

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES								
(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(52 416)</b>	<b>2 598 620</b>	<b>(405 843)</b>	<b>2 331 168</b>	<b>264 767</b>	<b>2 595 935</b>
Résultat semestriel				27 010		27 010	2 351	29 361
Autres éléments du résultat global retraité (1)				(3 513)	(123 572)	(127 085)	(22 295)	(149 380)
<i>Résultat global</i>				23 497	(123 572)	(100 075)	(19 944)	(120 019)
Dividendes distribués				(66 373)		(66 373)	(5 042)	(71 415)
Variation nette des actions propres			1 733	(1 751)		(18)		(18)
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires								
Autres variations				764		764	(1 678)	(914)
<b>Au 30 juin 2020</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(50 683)</b>	<b>2 554 757</b>	<b>(529 415)</b>	<b>2 165 466</b>	<b>238 103</b>	<b>2 403 569</b>
<b>Au 1er janvier 2021</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(53 587)</b>	<b>2 679 297</b>	<b>(640 130)</b>	<b>2 176 387</b>	<b>234 306</b>	<b>2 410 693</b>
Résultat semestriel				93 542		93 542	8 339	101 881
Autres éléments du résultat global (1)				9 066	23 426	32 492	4 487	36 979
<i>Résultat global</i>				102 608	23 426	126 034	12 826	138 860
Dividendes distribués				(66 187)		(66 187)	(7 876)	(74 063)
Variation nette des actions propres			1 808	507		2 315		2 315
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(13 327)		(13 327)	(3 057)	(16 384)
Autres variations				(2 701)		(2 701)	(90)	(2 791)
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(51 779)</b>	<b>2 700 197</b>	<b>(616 704)</b>	<b>2 222 521</b>	<b>236 109</b>	<b>2 458 630</b>

### 1) Stock par nature des autres éléments du résultat global :

Les autres éléments du résultat global comprennent pour l'essentiel les écarts de conversion cumulés à la clôture depuis fin 2003. Pour mémoire, en application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition aux IFRS ont été reclassés en report à nouveau à cette date.

Les réserves de conversion groupe se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) au 30 juin 2021 et 2020 :

	30 juin 2021	30 juin 2020
Dollar	19 754	44 208
Franc suisse	186 194	215 065
Livre turque	(304 901)	(283 139)
Livre égyptienne	(124 233)	(126 675)
Tengué kazakh	(95 164)	(95 957)
Ouguiya mauritanien	(8 837)	(11 789)
Réal brésilien	(82 556)	(91 337)
Roupie indienne	(206 961)	(179 791)
	<b>(616 704)</b>	<b>(529 415)</b>

## 6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2021

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION
NOTE 2	FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PERIMETRE
NOTE 3	GOODWILL
NOTE 4	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
NOTE 5	IMMOBILISATIONS CORPORELLES
NOTE 6	DROITS D’UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION
NOTE 7	CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS
NOTE 8	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
NOTE 9	CAPITAL SOCIAL
NOTE 10	AUTRES PROVISIONS
NOTE 11	DETTES FINANCIERES
NOTE 12	INSTRUMENTS FINANCIERS
NOTE 13	CHIFFRE D’AFFAIRES
NOTE 14	DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
NOTE 15	AUTRES PRODUITS ET CHARGES
NOTE 16	PAIEMENTS FONDES SUR LES ACTIONS
NOTE 17	RESULTAT FINANCIER
NOTE 18	IMPOTS SUR LES RESULTATS
NOTE 19	INFORMATIONS SECTORIELLES
NOTE 20	FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES
NOTE 21	FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D’INVESTISSEMENT
NOTE 22	TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES
NOTE 23	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
NOTE 24	Liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 30 juin 2021



## **NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION**

### **1.1 DECLARATION DE CONFORMITE**

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l’application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2021.

Les normes et interprétations publiées par l’IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2021 n’ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS 34 "Information financière intermédiaire". S’agissant de comptes résumés, ils n’incluent pas toute l’information requise par le référentiel IFRS pour l’établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2020.

Les comptes consolidés du 30 juin présentent des informations comparatives pour l’exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 30 juin 2021 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2020, à l’exception des normes applicables de façon obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Il s’agit principalement de la réforme des taux d’intérêt de référence modifiant les normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 qui n’a pas eu d’impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Enfin, au cours du semestre écoulé, l’IFRS IC a notamment instruit une clarification relative à IAS 19 sur la période de service à laquelle une société attribue un avantage pour un régime à prestations définies.

A la lumière de la décision finale de l’IFRS IC récemment publiée, le Groupe a démarré une analyse complémentaire de ses régimes à prestations définies afin d’identifier ceux dont le traitement retenu initialement dans le cadre de l’application d’IAS 19 pourrait être affecté. En date d’établissement des comptes consolidés semestriels 2021, l’analyse est toujours en cours et le Groupe ne s’attend pas à avoir un impact significatif dans ses comptes.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d’Administration le 27 juillet 2021.

### **1.2 BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS**

Les états financiers sont présentés en milliers d’euros.

L’état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l’état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d’une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L’état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l’exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l’objet d’une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l’ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.18 et 10), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.16 et 10),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.17 et 11.2),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (notes 1.15 et 12),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (notes 1.21 et 18),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (notes 1.7 relative aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférent (notes 1.9 et 6).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, la situation sanitaire liée à la pandémie du COVID 19 s'est améliorée avec des campagnes de vaccination qui se sont progressivement mises en place dans les différents pays d'implantation du Groupe. La reprise de l'activité observée au 1<sup>er</sup> semestre reste cependant sujette à la réouverture progressive des secteurs économiques sur les zones d'activité du Groupe. Les hypothèses retenues pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2021 tiennent donc compte de cet environnement dont l'évolution reste encore incertaine et difficile à prédire.

### 1.3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés, arrêtés au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

#### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur une entité,
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité
- et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient

Par ailleurs, le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié

### Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

Lorsque le contrôle conjoint est avéré et que la forme légale du véhicule juridique établit une transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat, la coentreprise est qualifiée d'activité conjointe. Ce type de partenariat est alors comptabilisé dans les comptes du Groupe ligne à ligne à hauteur de sa quote-part effective.

La liste des principales sociétés consolidées au 30 juin 2021 figure dans la note 24.

#### **1.4 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES – GOODWILL**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

##### Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les goodwill issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwill y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un goodwill.

##### Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle.  
Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
  - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
  - soit à leur juste valeur (option du goodwill "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un goodwill dit "complet".

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

## 1.5 MONNAIES ETRANGERES

### Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

### Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	30 juin 2021	31 décembre 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
USD	1,19	1,23	1,21	1,10
CHF	1,10	1,08	1,09	1,06
EGP	18,60	19,23	18,85	17,40
TRL	10,32	9,11	9,51	7,15
KZT	508,39	516,25	511,15	445,91
MRU	42,56	43,67	43,14	41,38
XOF	655,96	655,96	655,96	655,96
BRL	5,91	6,37	6,49	5,42
INR	88,32	89,66	88,45	81,68

## 1.6 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service.

Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

## 1.7 QUOTAS D'EMISSION

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution, ou à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

## 1.8 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	<u>Actifs ciment</u>	<u>Actifs béton granulats</u>
Génie civil :	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel :	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Equipements annexes :	8 ans	5 à 10 ans
Electricité :	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations :	5 ans	5 ans

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

## 1.9 CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS 16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au contrat de transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrats de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois),
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD ou équivalent),
- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est indentifiable et mesurable,
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques). La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière. Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Après la comptabilisation initiale, l'obligation locative est calculée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée, avec un ajustement correspondant de l'actif lié au droit d'utilisation, si les paiements de location futurs sont modifiés du fait de négociations, ou en cas de réévaluation d'options de renouvellement ou de résiliation.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé, déterminé sur la base de l'actif net de location sous déduction de la dette locative correspondante.

#### **1.10 IMMEUBLES DE PLACEMENT**

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, assistés d'un consultant externe, principalement par référence aux prix du marché, observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables ou publiés par les chambres des notaires locales. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

#### **1.11 DEPRECIATION DES ACTIFS NON COURANTS**

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière

année. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés après impôt sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées au "process" de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Pour certains pays soumis à des tensions sociales et sécuritaires, les hypothèses retenues intègrent en outre, sur la base de données récentes et de l'examen des effets de ces tensions sur les conditions actuelles de l'activité, l'amélioration potentielle résultant de la levée progressive et partielle de certaines d'entre elles.

Les flux de trésorerie avant frais financiers mais après impôts projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). L'utilisation d'un taux après impôts aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts avec des flux de trésorerie non fiscalisés. Le taux d'actualisation est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendante), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, a minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels, y inclus les droits d'utilisation IFRS 16, majorée du goodwill attribuable aux minoritaires.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.



Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

### **1.12 STOCKS**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

### **1.13 CREANCES**

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 1.15).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

### **1.14 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

## 1.15 INSTRUMENTS FINANCIERS

### Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS 9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le Groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS 9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autres éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

### Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

### Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

### Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des

swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-après, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier ("Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers").

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

#### **1.16 AVANTAGES AU PERSONNEL**

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, ...).

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

En application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe avait choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

### **1.17 OPTIONS DE VENTE CONSENTIES SUR ACTIONS DE FILIALES CONSOLIDEES**

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du goodwill (options émises avant le 1er janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat -part du Groupe- reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

#### **1.18 PROVISIONS**

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

#### **1.19 CHIFFRE D'AFFAIRES**

Conformément à IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu'une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le Groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

#### **1.20 AUTRES PRODUITS ET CHARGES**

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d'assurances, les redevances de brevets, les ventes d'excédents de CO<sub>2</sub>, les revenus locatif et immeuble de placement et certaines charges liées à des sinistres ou litiges.

#### **1.21 IMPOTS SUR LE RESULTAT**

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non détection par l'administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarii possibles.

## 1.22 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle présentée a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- La France,
- La zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- La zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- La zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- La zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- La zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT (cf. § 1.23), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 19), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers cons

## 1.23 INDICATEURS FINANCIERS

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

Valeur Ajoutée : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires

Excédent Brut d'exploitation : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires,

EBIT (Earning Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

## 1.24 SAISONNALITE

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

## NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET VARIATIONS DE PERIMETRE

### Environnement macro-économique (et activité dans le contexte de l'épidémie de Covid-19)

Après une année 2020 marquée par l'impact de la crise sanitaire de Covid-19, l'activité du Groupe s'est redressée de façon significative au cours du premier semestre 2021, sur l'ensemble de ses marchés, poursuivant la tendance observée lors du second semestre 2020.

L'efficacité des mesures de confinement et l'avancée des campagnes de vaccination ont permis aux différentes zones géographiques de redémarrer progressivement leur activité économique, même si des périodes de contamination réapparaissent sporadiquement, incitant certains pays à réinstaurer des confinements temporaires stricts, comme en Inde lors du second trimestre 2021. Dans ce contexte volatil, la priorité du Groupe reste d'assurer la sécurité sanitaire de ses salariés, de ses clients et de ses fournisseurs en appliquant strictement des procédures adaptées à la situation sanitaire de chaque pays.

En France, le rebond de l'activité est sensible sur ce premier semestre, soutenu par le dynamisme des marchés du Groupe et compte tenu d'une base de comparaison favorable liée à l'impact de l'épidémie de la COVID 19 sur le premier semestre 2020.

L'activité en Europe (hors France) agrège des performances entre la Suisse et l'Italie. Ainsi, le marché suisse, qui n'a été que peu affecté par la pandémie au cours du premier semestre 2020, progresse légèrement sur ce début d'année. Il est à noter que la pandémie est néanmoins à l'origine d'une certaine pénurie des matériaux de construction, ne permettant pas de répondre pleinement à la demande du marché. L'Italie a bénéficié d'une base de comparaison très favorable compte tenu de la situation sanitaire et macro-économique particulièrement difficile au premier semestre 2020.

Dans la zone Amériques, aux États-Unis comme au Brésil, le niveau d'activité est en progression avec la levée progressive des restrictions et les mesures fortes de soutien économique. Au Brésil, en dépit d'un

environnement sanitaire qui reste préoccupant, l'accélération de la croissance observée dès le troisième trimestre 2020 s'est poursuivie à un rythme soutenu au cours de ce semestre.

En Inde, après un premier trimestre soutenu, la situation sanitaire s'est dégradée au second trimestre, obligeant le gouvernement à instaurer des confinements stricts dans certains états. Si l'activité s'est donc logiquement montrée nettement moins dynamique, notamment durant les mois de mai et juin, elle reste en très nette progression par rapport au premier semestre 2020 qui avait été très fortement perturbée par les mesures gouvernementales prises pour lutter contre l'épidémie.

Au Kazakhstan, l'activité progresse, portée par le dynamisme du marché domestique qui a permis de compenser une baisse des marchés à l'export.

La zone Méditerranée est affectée par une situation macro-économique et sectorielle qui reste dégradée, même si l'amélioration progressive du marché turc se poursuit. En Égypte, si l'activité s'affiche en croissance, l'environnement sécuritaire et concurrentiel est resté difficile. Il est important de noter que ce premier semestre a été marqué par la conclusion d'un accord de régulation du marché entre le gouvernement égyptien et l'ensemble des producteurs, validé par l'Autorité de la concurrence, qui devrait entrer en vigueur en juillet 2021. Cet accord, dont l'objectif est de ramener plus de rationalité entre les différents acteurs, prévoit de limiter pendant un an les ventes de toutes les usines sur le marché domestique.

En Afrique de l'Ouest, le Groupe bénéficie toujours d'un environnement sectoriel favorable, en dépit de la crise sanitaire, soutenu par l'amélioration des performances de son usine de Rufisque et la montée en puissance de son nouveau broyeur au Mali. Il est à noter que l'activité Granulats au Sénégal a renoué avec la croissance au cours de ce semestre, portée par la reprise progressive des grands chantiers d'État.

Enfin, des mesures d'adaptation des pratiques de travail continuent d'être appliquées (mise en place des mesures barrières, télétravail, etc.). Le Groupe a pris soin d'analyser l'ensemble des éventuelles incidences comptables liées à l'épidémie de Covid-19. Parmi ces sujets figurent les dépréciations des créances, les dépréciations des stocks, les immobilisations et les titres de participation, la recouvrabilité des impôts différés actifs ainsi que l'identification des indices de perte de valeur et les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur.

Aucun de ces sujets n'a eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 30 juin.

### **Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat**

Le compte de résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2021 a été fortement impacté par une appréciation de l'euro par rapport à la majorité des monnaies étrangères, principalement le dollar américain, le réal brésilien, la roupie indienne et la livre turque. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de (89) millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de (16) millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion positifs sur le premier semestre 2021 pour un montant net global de +28 millions d'euros compte tenu de l'appréciation des devises étrangères par rapport à l'euro en fin de période.

### **Cession de Créabéton Matériaux SA en Suisse**

Conformément à l'accord signé le 30 juin 2021, le Groupe Vicat a cédé sa filiale Créabéton Matériaux en Suisse au Groupe Müller Steinag Holding.



Les 380 collaboratrices et collaborateurs de Créabéton Matériaux SA pourront de leur côté s'appuyer sur un leader disposant d'une taille critique dans un secteur fortement compétitif et disposer des moyens nécessaires pour poursuivre avec succès leur développement.

Avec cette acquisition, le groupe Müller Steinag Holding, co-détenteur de la marque Créabéton depuis 2002, sera en mesure de renforcer ses positions dans la préfabrication, au cœur de son activité, et d'accéder à de nouveaux marchés.

## **Egypte**

Malgré une opération engagée maintenant depuis plus de 2 ans, l'armée égyptienne n'est pas encore parvenue à rétablir totalement la sécurité de certaines zones du Sinaï. Pour autant, les opérations commerciales ont repris et les flux logistiques s'améliorent progressivement. Ainsi l'activité commerciale est en progression sensible avec des volumes de ventes qui augmentent de 68 % par rapport au premier semestre 2020. Les effets de la crise sanitaire s'estompent. Néanmoins, l'industrie cimentière est toujours perturbée par un acteur cimentier dépendant de l'État. Un accord de régulation du marché, validé par l'Autorité de la concurrence, a été conclu entre le gouvernement égyptien et l'ensemble des producteurs. Il devrait entrer en vigueur en juillet 2021. Cet accord, dont l'objectif est de ramener plus de rationalité entre les différents acteurs, prévoit de limiter pendant un an les ventes de toutes les usines sur le marché domestique.

Sauf dégradation supplémentaire de la situation géopolitique, sanitaire ou sécuritaire, le contexte actuel n'est pas de nature à remettre en cause les perspectives d'amélioration de la rentabilité de la filiale, qui devraient commencer à se matérialiser progressivement. Le retour de la croissance de la consommation cimentière dans un contexte d'amélioration de la situation macro-économique de l'Égypte, constaté avant le début de la crise sanitaire, offre un potentiel de développement important pour Sinaï Cement Company, surtout si ce retour de la croissance est accompagné, comme l'annoncent les autorités égyptiennes, d'une solution aux problèmes du Sinaï et de la bande de Gaza, ainsi que de l'ouverture de nouveaux débouchés à l'exportation.

Pour être pleinement en mesure de tirer bénéfice du redressement attendu du marché, SCC projette d'investir dans l'outil industriel, endommagé par des années d'environnement opérationnel difficile. Pour lui donner les moyens de réaliser ces investissements d'amélioration de productivité et de maîtrise des coûts, le Groupe a lancé une augmentation de capital de 650 MEGP pour renforcer la structure financière de la filiale. La libération des fonds apportés par les actionnaires interviendra après l'obtention des validations administratives, dont le processus d'obtention est toujours en cours depuis plus de 2 ans. Ce blocage, qui donne lieu à des discussions avec les autorités, tient notamment à une différence d'interprétation de la législation sur les intérêts étrangers dans la région du Sinaï. Fort d'une décision favorable de la Cour économique du Caire de janvier 2020, le Groupe a lancé début juin 2021 une action auprès d'une institution d'arbitrage international afin de régler ce différend.

## **Rappel des faits marquants 2020**

### **Environnement macro-économique et activité dans le contexte de l'épidémie de Covid-19**

Au cours du premier semestre 2020, l'activité du Groupe a été impactée par la pandémie dans ses douze pays d'implantation, mais néanmoins avec des effets très différents d'une région à l'autre.

Dans ce contexte inédit, la priorité du Groupe a été avant tout d'assurer la sécurité sanitaire de ses salariés, de ses clients et de ses fournisseurs en appliquant strictement des procédures adaptées à la situation sanitaire.

- En France, après un ralentissement très sensible de l'activité dès la fin du mois de mars, celle-ci s'est progressivement améliorée tout en restant à un niveau relativement bas sur l'ensemble du mois d'avril. Au cours du mois de mai et surtout du mois de juin, le niveau d'activité a poursuivi son amélioration ;
- En Suisse, l'activité est restée bien orientée dans les activités Ciment et Béton & Granulats ;
- En Afrique de l'Ouest, l'activité est restée dynamique dans le Ciment, soutenue par des volumes et des prix favorablement orientés. L'activité Granulats au Sénégal a été affectée par le fort ralentissement des chantiers publics d'infrastructures ;
- Aux Etats-Unis, depuis le début de la crise sanitaire, l'activité est restée bien orientée tant en terme de volumes que de prix de vente ;
- Au Brésil, les marchés sur lesquels le Groupe opère ont été peu affectés par l'épidémie du COVID 19, et l'activité est restée bien orientée ;
- En Turquie et en Egypte, les niveaux d'activités sont restés affectés par des environnements macro-économiques et concurrentiels toujours difficiles, sans que cela puisse être spécifiquement imputé à l'épidémie du COVID 19 ;
- Au Kazakhstan, après un début d'année particulièrement dynamique, les décisions de confinement et l'environnement concurrentiel ont légèrement impacté les volumes et les prix de vente au cours du second trimestre ;
- Enfin, en Inde, après une interruption totale des opérations du 24 mars au 17 avril suite aux décisions de confinement strict prises par les autorités, l'activité a repris, bien qu'à un rythme sensiblement plus bas que celui enregistré l'année dernière sur la même période.

Des mesures d'adaptation ont également été mises en place dans le cadre d'un plan de réduction des coûts opérationnels, d'amélioration du besoin en fonds de roulement et de report d'investissements industriels non-stratégiques.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures d'adaptation des pratiques de travail ont été appliquées (fermeture temporaire de sites, mise en place des mesures barrières etc...). Ainsi, au-delà des impacts dans les comptes liés au ralentissement de l'activité et à la sous-activité industrielle induite dans certains pays, ces différentes actions se sont traduites de la manière suivante dans le compte de résultat du Groupe au 30 juin 2020 :

- Des coûts additionnels et non-productifs directement imputables à l'application des mesures barrières comme l'achat de masques, gel, la mise en place d'aménagements spécifiques etc. L'impact de ces charges est de -1,3 million d'euros et est présenté en "Autres produits et charges non ordinaires" (cf. note 15)
- Des mesures gouvernementales de soutien qui se traduisent essentiellement pour le Groupe par des mesures de chômage partiel en France et en Turquie. Le montant de ces mesures s'élève à 0,9 million d'euros et est comptabilisé en moins des charges de personnel correspondantes (conformément à IAS 20).

Dans ce contexte particulier, le Groupe a pris soin d'analyser l'ensemble des éventuelles incidences comptables liées à l'épidémie de Covid-19. Parmi ces sujets figurent les dépréciations des créances, les dépréciations des stocks, les immobilisations et les titres de participation, la recouvrabilité des impôts

différés actifs ainsi que l'identification des indices de perte de valeur et les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur.

Aucun de ces sujets n'a eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 1<sup>er</sup> semestre.

### Transfert du siège social de Paris à l'Isle d'Abeau

Des mesures d'adaptation des structures de coûts du Groupe ont d'ores et déjà été mises en place au cours du 1<sup>er</sup> semestre dans le cadre d'un plan de réduction des coûts opérationnels et de report d'investissements industriels non-stratégiques. Dans ce cadre, le Groupe a notamment décidé de re-localiser son siège social à L'Isle d'Abeau près de Lyon, centre opérationnel France du Groupe où les équipes "Corporate" seront installées au mois de septembre.

### NOTE 3 GOODWILL

La variation des goodwills nets s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Ouverture</b>	<b>1 118 874</b>	<b>1 231 538</b>
Acquisitions / Augmentations	2 066	834
Cessions / Diminutions	(5 462)	(9 814)
Variations de change	17 202	(97 527)
Autres mouvements		(6 157)
<b>Clôture</b>	<b>1 132 680</b>	<b>1 118 874</b>

#### Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R et IAS 36, les goodwills font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4 et 1.11.

Même si, in fine, la crise sanitaire du Covid-19 a eu une incidence relativement limitée sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021, il n'en demeure pas moins qu'elle génère des incertitudes pour le futur, notamment quant à ses incidences sur les marchés de la construction et les impacts organisationnels. C'est dans ce contexte que le Groupe a procédé au 30 juin 2021 à une revue des indices de perte de valeur relatifs aux goodwills, analysant notamment les principales hypothèses opérationnelles (chiffre d'affaires, EBITDA) des UGT les plus sensibles (zone Méditerranée) sur le premier semestre, au regard de celles retenues pour réaliser les tests de dépréciation au 31 décembre 2020.

Il n'a ainsi pas été constaté d'indices de perte de valeur pour aucune des UGT du Groupe, y compris pour celles présentant une "marge" peu importante à la clôture précédente. A l'issue de ces analyses, aucune dépréciation n'est donc à constater sur les UGT du Groupe au 30 juin 2021.

Les goodwill se répartissent comme suit par UGT :

Goodwill (en milliers d'euros)	30 Juin 2021	31 déc. 2020
UGT Inde	212 613	209 598
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	148 545	147 763
UGT France-Italie	221 877	219 811
UGT Suisse	138 286	144 941
UGT Brésil	151 600	140 456
Autres UGT cumulées	259 759	256 305
<b>TOTAL</b>	<b>1 132 680</b>	<b>1 118 874</b>

#### NOTE 4 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Concessions, brevets & droits similaires	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>131 683</b>	<b>62 434</b>	<b>89 127</b>	<b>16 378</b>	<b>299 622</b>
Acquisitions	2 003	3 384	2 035	10 381	17 803
Cessions		(536)	(280)	(2 392)	(3 208)
Variations de change	(13 531)	(816)	(7 026)	(48)	(21 421)
Autres mouvements	2 446	1 670	(49)	(4 575)	(508)
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>122 601</b>	<b>66 136</b>	<b>83 807</b>	<b>19 744</b>	<b>292 288</b>
Acquisitions	1 061	1 031	502	4 416	7 010
Cessions		(430)	(7)	(1 467)	(1 904)
Variations de périmètre		(4 594)	(4 792)		(9 386)
Variations de change	2 581	(61)	82	(60)	2 542
Autres mouvements	657	4 868	5 673	(6 939)	4 259
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>126 900</b>	<b>66 950</b>	<b>85 265</b>	<b>15 694</b>	<b>294 809</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>					
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>(28 897)</b>	<b>(43 204)</b>	<b>(40 475)</b>	<b>0</b>	<b>(112 576)</b>
Augmentation	(1 578)	(6 735)	(4 249)		(12 562)
Diminution		48	280		328
Variations de change	525	347	2 022		2 894
Autres mouvements	259	(45)	226		440
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>(29 691)</b>	<b>(49 589)</b>	<b>(42 196)</b>	<b>0</b>	<b>(121 476)</b>
Augmentation	(794)	(3 529)	(2 030)		(6 353)
Diminution		144	6		150
Variations de périmètre		3 918	1 967		5 885
Variations de change	(68)	69	178		179
Autres mouvements	(23)		(27)		(50)
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>(30 576)</b>	<b>(48 987)</b>	<b>(42 102)</b>	<b>0</b>	<b>(121 665)</b>
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2020	92 910	16 547	41 611	19 744	170 812
<b>Valeur Nette Comptable au 30 juin 2021</b>	<b>96 324</b>	<b>17 963</b>	<b>43 163</b>	<b>15 694</b>	<b>173 144</b>

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021 ni au cours de l'exercice 2020.

**NOTE 5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES***(en milliers d'euros)*

<b>Valeurs brutes</b>	<i>Terrains &amp; constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>1 349 009</b>	<b>3 145 899</b>	<b>151 321</b>	<b>180 102</b>	<b>4 826 331</b>
Acquisitions	16 167	31 569	9 067	249 359	<b>306 162</b>
Cessions	(3 612)	(30 194)	(6 512)	(378)	<b>(40 696)</b>
Variations de périmètre		250	16		<b>266</b>
Variations de change	(88 011)	(166 279)	(2 814)	(12 723)	<b>(269 827)</b>
Autres mouvements	36 382	103 553	2 531	(147 616)	<b>(5 150)</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>1 309 935</b>	<b>3 084 798</b>	<b>153 609</b>	<b>268 744</b>	<b>4 817 086</b>
Acquisitions	6 972	12 124	3 141	146 622	<b>168 859</b>
Cessions	(1 839)	(8 914)	(3 439)		<b>(14 192)</b>
Variations de périmètre	(33 556)	(43 863)	(11 339)	(676)	<b>(89 434)</b>
Variations de change	8 768	11 867	(965)	5 649	<b>25 319</b>
Autres mouvements	5 281	33 487	1 302	(42 392)	<b>(2 322)</b>
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>1 295 561</b>	<b>3 089 499</b>	<b>142 309</b>	<b>377 947</b>	<b>4 905 316</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>					<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>(594 501)</b>	<b>(2 091 244)</b>	<b>(108 805)</b>	<b>0</b>	<b>(2 794 550)</b>
Augmentation	(45 875)	(135 219)	(9 584)		<b>(190 678)</b>
Diminution	811	26 328	6 039		<b>33 178</b>
Variations de périmètre			(5)		<b>(5)</b>
Variations de change	21 813	93 169	1 519		<b>116 501</b>
Autres mouvements	(2 818)	12 584	(3 446)		<b>6 320</b>
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>(620 570)</b>	<b>(2 094 382)</b>	<b>(114 282)</b>	<b>0</b>	<b>(2 829 234)</b>
Augmentation	(22 897)	(67 222)	(5 084)		<b>(95 203)</b>
Diminution	1 161	8 087	3 134		<b>12 382</b>
Variations de périmètre	18 258	33 810	9 758		<b>61 826</b>
Variations de change	(2 838)	(6 897)	759		<b>(8 976)</b>
Autres mouvements	42	(228)	30		<b>(156)</b>
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>(626 844)</b>	<b>(2 126 832)</b>	<b>(105 685)</b>	<b>0</b>	<b>(2 859 361)</b>
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2020	689 365	990 416	39 327	268 744	<b>1 987 852</b>
Valeur Nette Comptable au 30 juin 2021	<b>668 717</b>	<b>962 667</b>	<b>36 624</b>	<b>377 947</b>	<b>2 045 955</b>

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 367 millions d'euros au 30 juin 2021 (258 millions d'euros au 31 décembre 2020) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 10 millions d'euros au 30 juin 2021 (11 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 147 millions d'euros au 30 juin 2021 (160 millions d'euros au 31 décembre 2020). Les intérêts capitalisés s'élèvent à 1,3 million d'euros au 30 juin 2021 (1,9 millions d'euros au 31 décembre 2020).

**NOTE 6 DROITS D'UTILISATION RELATIFS AUX CONTRATS DE LOCATION***(en milliers d'euros)*

<b>Valeurs brutes</b>	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>82 147</b>	<b>74 784</b>	<b>172 719</b>	<b>69 191</b>	<b>398 841</b>
Acquisitions	5 544	5 470	26 339	12 640	49 993
Cessions	(914)	(3 793)	(46 505)	(13 072)	(64 284)
Variations de périmètre					0
Variations de change	(3 427)	(1 813)	(9 239)	(1 130)	(15 609)
Autres mouvements	(1 624)	23	(1 345)	(11 388)	(14 334)
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>81 726</b>	<b>74 671</b>	<b>141 969</b>	<b>56 241</b>	<b>354 607</b>
Acquisitions	5 015	6 021	11 829	969	23 834
Cessions	(2 819)	(2 327)	(6 926)	(1 542)	(13 614)
Variations de périmètre			(4 619)	(608)	(5 227)
Variations de change	622	492	(893)	211	432
Autres mouvements	1 503	(1 404)	(423)	(16)	(340)
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>86 047</b>	<b>77 453</b>	<b>140 937</b>	<b>55 255</b>	<b>359 692</b>

  

<b>Amortissements et pertes de valeur</b>	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>(26 905)</b>	<b>(40 061)</b>	<b>(84 628)</b>	<b>(28 181)</b>	<b>(179 775)</b>
Augmentation	(5 882)	(7 601)	(29 471)	(11 346)	(54 300)
Diminution	900	3 169	42 540	12 965	59 574
Variations de périmètre					0
Variations de change	695	891	4 259	242	6 087
Autres mouvements	1 324	1 134	(3 030)	1 208	636
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>(29 868)</b>	<b>(42 468)</b>	<b>(70 330)</b>	<b>(25 112)</b>	<b>(167 778)</b>
Augmentation	(3 058)	(3 319)	(14 454)	(5 641)	(26 472)
Diminution	2 319	2 065	6 348	1 516	12 248
Variations de périmètre			3 133	452	3 585
Variations de change	(61)	(266)	256	(80)	(151)
Autres mouvements	148	396	(43)	16	517
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>(30 520)</b>	<b>(43 592)</b>	<b>(75 090)</b>	<b>(28 849)</b>	<b>(178 051)</b>

  

Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2020	51 858	32 203	71 639	31 129	186 829
<b>Valeur Nette Comptable au 30 juin 2021</b>	<b>55 527</b>	<b>33 861</b>	<b>65 847</b>	<b>26 406</b>	<b>181 641</b>

**Principales activités de location**

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments).

En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

La majorité de ces contrats sont portés par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

Les charges liées aux contrats de courte durée (< ou = 12 mois), de faible valeur (<5KUSD) et aux paiements de location variables ne dépendant pas d'un taux et/ou indice ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives. Une analyse des échéances des obligations locatives est présentée à la note 11 "Dettes financières".

## NOTE 7 CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Montants bruts</b>	<b>Pertes de valeur</b>	<b>Montants nets</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>238 551</b>	<b>(2 409)</b>	<b>236 142</b>
Acquisitions / Augmentations	55 900	(11 918)	43 982
Cessions / Diminutions	(10 198)	1 707	(8 491)
Variations de périmètre			0
Variations de change	(29 739)		(29 739)
Variation constatée en autres éléments du résultat global	(5 990)	115	(5 875)
Autres	3 694	(537)	3 157
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>252 218</b>	<b>(13 042)</b>	<b>239 176</b>
Acquisitions / Augmentations	7 785	(11 166)	(3 381)
Cessions / Diminutions	(561)		(561)
Variations de périmètre	(468)		(468)
Variations de change	5 628	239	5 867
Variation constatée en autres éléments du résultat global	(900)		(900)
Autres	2 845	(11)	2 834
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>266 547</b>	<b>(23 980)</b>	<b>242 567</b>
dont :			
- titres de participation (cf. note 12)	40 982	(491)	40 491
- titres immobilisés	10 332		10 332
- prêts et créances (1)	208 458	(23 489)	184 969
- actifs des régimes d'avantages au personnel	6 775		6 775
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>266 547</b>	<b>(23 980)</b>	<b>242 567</b>

(1)

### Ciplan :

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses actionnaires minoritaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnisables dans les autres actifs non courants pour un montant de 51,7 millions d'euros (voir note 10).

### Bharathi Cement :

Au 30 juin 2021, un montant de 33 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en



septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement).

La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

En juillet 2019, la cour d'appel de Dehli a invalidé la saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies, demandant la mise en place d'une garantie bancaire préalablement au remboursement des fonds. L'"Enforcement Directorate" a fait appel de la décision.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

#### Perte de valeur des prêts et créances :

Les difficultés liées à l'environnement macroéconomique ont conduit le Groupe à constater au cours du premier semestre 2021 une dépréciation complémentaire de 10,7 millions d'euros relative à des prêts réalisés en liaison avec des investissements dans la zone Méditerranée.

## NOTE 8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
Disponibilités	117 885	145 416
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	309 556	277 427
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>427 441</b>	<b>422 843</b>

Les disponibilités incluent au 30 juin 2021 un montant de 37 millions d'euros (34 millions à fin 2020) correspondant à la contrevaletur en "euro" des souscriptions faites par les actionnaires de la filiale égyptienne du Groupe Sinaï Cement Company dans le cadre de son augmentation de capital en cours et dont la libération, et donc la disponibilité, interviendront avec la validation des autorités locales compétentes (cf. note 2).

(en milliers d'euros)	30 juin 2021	30 juin 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	427 441	382 575
Découverts bancaires	(90 170)	(63 272)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>337 271</b>	<b>319 303</b>

## NOTE 9 CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 707 515 actions détenues en propre au 30 juin 2021 (717 855 au 31 décembre 2020) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double. Le dividende versé au cours de l'exercice 2021 au titre de l'exercice 2020 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2020 au titre de l'exercice 2019 soit au total 67 350 milliers d'euros. Le résultat net de base par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions propres d'autocontrôle. Ce résultat net par action est ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives comme le sont les actions gratuites (Cf. note 16).

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF (Natixis Securities auparavant).

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros. Au 30 juin 2021, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 34 744 titres Vicat et 1 483 milliers d'euros.

## NOTE 10 AUTRES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	30 juin 2021	31 décembre 2020
<b>Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>126 278</b>	<b>139 022</b>
Reconstitution des sites	60 585	59 268
Démolitions	448	522
Autres risques (1)	45 639	60 834
Autres charges	9 815	9 663
<b>Autres provisions</b>	<b>116 487</b>	<b>130 286</b>
- dont à moins d'un an	9 761	13 522
- dont à plus d'un an	106 726	116 764
<b>Impact (net des charges encourues)</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>
<b>au compte de résultat 2021 :</b>		<b>sans utilisation</b>
Résultat d'exploitation :	7 479	-100
Résultat hors exploitation :	121	

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2021 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 21,6 millions d'euros (38,8 millions d'euros au 31 décembre 2020) concernant majoritairement :
  - des litiges fiscaux liés principalement à des crédits d'impôts (ICMS) imputables sur les droits d'importation sur les achats de coke de pétrole et diesel pour les besoins de la production, et contestés par l'administration fiscale (19,5 millions d'euros),
  - des litiges sociaux et prud'homaux à la suite du départ d'anciens salariés (2,1 millions d'euros),
  - des litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (0,5 million d'euros).

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 51,7 millions d'euros (voir note 7), au titre d'une part des sinistres indemnisables comptabilisés en provision (21,6 millions d'euros) et d'autre part, au titre d'une taxe fiscale comptabilisée en dettes fiscales (29,8 millions d'euros).

- un montant de 10,9 millions d'euros (9,7 millions d'euros au 31 décembre 2020) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.

Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 13,1 millions d'euros au 30 juin 2021 (12,3 millions d'euros au 31 décembre 2020) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

**NOTE 11 DETTES FINANCIERES NETTES ET OPTIONS DE VENTE**

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2021 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>31 décembre 2020</b>
Dettes financières à plus d'un an	1 354 629	1 261 797
Options de vente à plus d'un an	12 179	8 365
Obligations locatives à plus d'un an	150 569	157 563
<b>Dettes financières et options de vente à plus d'un an</b>	<b>1 517 377</b>	<b>1 427 725</b>
Instrument financiers actif à plus d'un an - cf. note 9 -(1)	(6 775)	(7 115)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an</b>	<b>1 510 602</b>	<b>1 420 610</b>
Dettes financières à moins d'un an	198 967	165 375
Obligations locatives à moins d'un an	50 251	47 382
<b>Dettes financières et options de vente à moins d'un an</b>	<b>249 218</b>	<b>212 757</b>
Instrument financiers actif à moins d'un an (1)	(300)	(300)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an</b>	<b>248 918</b>	<b>212 457</b>
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	1 747 341	1 624 702
Total des options de vente	12 179	8 365
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif</b>	<b>1 759 520</b>	<b>1 633 067</b>

(1) Au 30 juin 2021, les instruments financiers actifs (7,1 millions d'euros) sont présentés dans les actifs non courants (cf. note 7) pour la part supérieure à 1 an (6,7 millions d'euros) et dans les autres créances pour la part inférieure à un an (0,3 millions d'euros). Ils représentaient 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Dettes financières et options de vente &gt; 1 an</i>	<i>Instrument financiers actif &gt; 1 an</i>	<i>Obligations locatives &gt; 1 an</i>	<i>Dettes financières et options de vente &lt; 1 an</i>	<i>Instrument financiers actif &lt; 1 an</i>	<i>Obligations locatives &lt; 1 an</i>	<b>Total</b>
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>1 109 769</b>	<b>(13 105)</b>	<b>178 398</b>	<b>391 594</b>	<b>(30 072)</b>	<b>59 864</b>	<b>1 696 448</b>
Emissions	196 169		42 768	14 560		7 226	260 723
Remboursements	(106)		(10 994)	(209 326)		(51 203)	(271 630)
Variations de change	(17 819)		(8 223)	(8 253)		(2 945)	(37 239)
Variations de périmètre	109		26				135
Autres mouvements (1)	(17 960)	5 990	(44 412)	(23 200)	29 772	34 440	(15 370)
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>1 270 162</b>	<b>(7 115)</b>	<b>157 563</b>	<b>165 375</b>	<b>(300)</b>	<b>47 382</b>	<b>1 633 067</b>
Emissions	115 120		22 032	36 380		1 803	175 335
Remboursements	(14 752)		(7 594)	(14 563)		(18 271)	(55 180)
Variations de change	2 689		909	(181)		(473)	2 944
Variations de périmètre	(21 458)		(950)	0		(739)	(23 147)
Autres mouvements (1)	15 049	340	(21 392)	11 956		20 547	26 500
<b>Au 30 juin 2021</b>	<b>1 366 809</b>	<b>(6 775)</b>	<b>150 568</b>	<b>198 968</b>	<b>(300)</b>	<b>50 250</b>	<b>1 759 520</b>

(1) correspondant pour l'essentiel au reclassement à moins d'un an de la dette classée à plus d'un an l'exercice précédent, ainsi qu'aux variations des découverts.

**11.1 Dettes financières**

**Répartition des dettes financières par catégorie et échéances**

<b>30 juin 2021</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>juin-22</b>	<b>juin-23</b>	<b>juin-24</b>	<b>juin-25</b>	<b>juin-26</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 417 579	73 095	118 750	165 165	670 729	153 485	236 356
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	7 075	300	6 569	(273)	(197)	862	(186)
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	2 476	652	1 824	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers	17 431	14 059	1 300	0	357	473	1 243
Obligations locatives	200 818	50 251	34 813	21 661	14 578	10 637	68 879
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	111 513	111 513	0	0	0	0	0
<b>Dettes financières</b>	<b>1 747 341</b>	<b>248 918</b>	<b>154 863</b>	<b>186 826</b>	<b>685 663</b>	<b>164 594</b>	<b>306 477</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>550 000</i>				<i>550 000</i>		

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des lignes bilatérales de Sococim industries au Sénégal, des dettes IFRS 16, ainsi que des soldes créditeurs de banque.

<b>31 décembre 2020</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total</b>	<b>2 021</b>	<b>2 022</b>	<b>2 023</b>	<b>2 024</b>	<b>2 025</b>	<b>Plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 319 515	74 478	126 010	25 307	176 634	564 104	352 982
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(7 416)</i>	<i>(301)</i>	<i>(7 115)</i>				
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	1 856	31		803	333		689
Emprunts et dettes financières divers	15 214	5 569	216	116	164	5 141	4 008
Obligations locatives	204 946	47 382	40 660	24 315	15 425	11 296	65 868
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	85 027	85 027					
<b>Dettes financières</b>	<b>1 624 702</b>	<b>212 456</b>	<b>166 886</b>	<b>49 738</b>	<b>192 223</b>	<b>580 541</b>	<b>422 858</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>550 000</i>					<i>550 000</i>	

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swaps de devises)

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>31 décembre 2020</b>
Euro	1 356 945	1 058 152
Dollar américain	46 801	81 728
Livre turque	28 257	17 766
Franc CFA	96 603	117 954
Franc suisse	57 036	212 644
Ouguiya mauritanien	3 093	4 284
Livre égyptienne	78 724	59 901
Roupie indienne	31 382	27 581
Tengué Kazakh	403	394
Real Brésilien	48 097	44 298
<b>Total</b>	<b>1 747 341</b>	<b>1 624 702</b>

Selon le taux

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>31 décembre 2020</b>
Taux fixe	788 241	826 223
Taux variable	959 100	798 479
<b>Total</b>	<b>1 747 341</b>	<b>1 624 702</b>

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2021 est de 3,13% contre 3,06 % à fin décembre 2020.

La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2021 est égale à 5,1, identique à fin 2020.

**11.2 Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées**

Au 30 Juin 2021, plusieurs accords entre Vicat et les actionnaires minoritaires de plusieurs filiales comportent des options de vente exerçables à tout moment. Ces options de vente s'élèvent à 12,2 millions d'euros au 30 Juin 2021 et correspondent à la valeur actualisée du prix d'exercice de ces dernières.

**NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS****Risque de change**

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts, dus au titre de l'emprunt émis initialement par le Groupe en US dollars (120 millions d'US dollars pour Vicat) a été converti en euros au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

### Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 5, 7 et 10 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

### Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 396 millions d'euros au 30 juin 2021 (536 millions d'euros au 31 décembre 2020).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 550 millions d'euros. Au 30 juin 2021, le montant des billets émis s'élève à 550 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 30 juin 2021 équivalent à celui des billets émis, soit 550 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de "gearing" (53,7%) et de "leverage" (2,05), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe.

Au 30 juin 2021, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin juin 2021 :

<i>(en milliers de devises)</i>	Valeur nominale		Valeur Nominale	Valeur de marché	Maturité résiduelle		
	(devises)		(euro)	(euro)	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans
					(euro)	(euro)	(euro)
<b>Couverture de flux de trésorerie (a)</b>							
Instruments composés							
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	120 000	\$	100 976	10 266		10 266	
<b>Autres dérivés</b>							
Instruments de taux d'intérêt							
- Caps Euro	714 500	€	714 500	(572)		(1 010)	438
<b>Instruments de change (a)</b>							
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe							
- VAT CHF	142 000	CHF	129 326	235	235		
- VAT USD	103 000	USD	86 671	(613)	(613)		
- Termes NDF	117 000	BRL	19 814	1 137	960		177
				<b>10 453</b>			

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. Sont principalement concernés les instruments dérivés (cross currency swaps) visant à éliminer le risque de change sur les dettes contractées en US dollars qui n'est pas la monnaie fonctionnelle du Groupe. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2021 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2021	
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	-	
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	10,4	voir ci-dessus
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	40,5	Note 7

## NOTE 13 CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2021	30 juin 2020
Ventes de biens	1 428 846	1 137 335
Ventes de services	130 821	166 360
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 559 667</b>	<b>1 303 695</b>

### *Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants*

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2021	Variations de périmètre	Variations de change	30 juin 2021 Périmètre et change constants	30 juin 2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 559 667</b>	3 415	(89 016)	<b>1 645 268</b>	<b>1 303 695</b>

**NOTE 14 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>30 juin 2020</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(101 962)	(102 246)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(26 685)	(27 140)
Dotations nettes aux provisions (1)	2 431	(2 915)
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(2 628)	(4 905)
<b>Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires</b>	<b>(128 844)</b>	<b>(137 206)</b>
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires (2)	7 483	(14 161)
<b>Dotations nettes aux amortissements et provisions</b>	<b>(121 361)</b>	<b>(151 367)</b>

(1) Les dotations nettes aux provisions incluent une reprise de 7,2 millions d'euros au titre de la dénonciation du régime art 39 en France.

(2) incluant au 30 juin 2021 :

- a. une reprise nette de provisions chez Ciplan à hauteur de 18,5 millions d'euros ((2,6) millions d'euros au 30 juin 2020) due à la reconnaissance d'une dette fiscale couverte par la provision pour risques et charges qui avait été constituée lors de l'acquisition (notes 7 et 15).
- b. une dépréciation de 10,7 millions d'euros relative à des prêts réalisés en liaison avec des investissements dans la zone Méditerranée (note 7)

**NOTE 15 AUTRES PRODUITS ET CHARGES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>30 juin 2020</b>
Résultat sur cessions d'actifs	2 575	816
Produits des immeubles de placement	1 993	1 968
Autres (1)	12 680	11 132
<b>Autres produits et charges ordinaires</b>	<b>17 248</b>	<b>13 916</b>
Autres produits et charges non ordinaires (2)	(17 592)	132
<b>Total</b>	<b>(344)</b>	<b>14 048</b>

(1) Incluant au 30 juin 2021 un montant de 4,0 millions d'euros correspondant à l'annulation d'une dette fiscale relative à une taxe sur valeur ajoutée d'état (ICMS) constatée par notre filiale brésilienne.

(2) Incluant au 30 juin 2021 une charge de (18,5) millions d'euros correspondant à la reconnaissance d'une dette fiscale couverte par les actionnaires minoritaires au travers d'une garantie (notes 7 et 14).

**NOTE 16 Paiements fondés sur des actions**

Le Conseil d'Administration du 9 avril 2021 a décidé la mise en place d'un plan d'actions gratuites de 271 497 actions dont les modalités de distribution sont réparties jusqu'en 2037. Ce plan, destiné à certains cadres exerçant des fonctions de direction dans le Groupe ainsi qu'à certains mandataires sociaux, est simplement soumis à une condition de présence. En cas de non-respect de cette condition de présence à l'échéance du plan, les droits à actions sont conservés au prorata temporis selon le motif de départ. Ce plan prévoit notamment pour chaque distribution une période d'acquisition d'un an et une inaccessibilité de même durée.

En application d'IFRS 2 "Paiement fondé sur des actions", le Groupe a estimé la valeur de ce plan en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux en date d'acquisition à 11 620 072 euros. Cette évaluation se base sur un cours de l'action en date d'attribution, déduction faite d'une perte de dividende attendue sur la période, soit un prix de l'action à 42,8 euros. Cette charge sera enregistrée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits avec une contrepartie en capitaux propres.

Au titre du premier semestre 2021, la charge comptabilisée s'élève à 373 000 euros.



**NOTE 17 RESULTAT FINANCIER**

	<b>30 juin 2021</b>	<b>30 juin 2020</b>
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	10 619	12 180
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(21 750)	(25 114)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5 516)	(5 207)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(16 647)</b>	<b>(18 141)</b>
Dividendes	747	621
Gains de change	5 096	4 767
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers		-
Reprises financières de provisions	47	183
Résultat sur cession de titres	-	180
Produit d'actualisation	-	3 378
Autres produits	1 513	-
<b>Autres produits financiers</b>	<b>7 403</b>	<b>9 129</b>
Pertes de change	(4 761)	(6 386)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(62)	(108)
Dotations financières aux provisions	(2 328)	(79)
Résultat sur cession de titres	-	-
Charge d'actualisation	(1 368)	
Autres charges	-	(62)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(8 519)</b>	<b>(6 635)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(17 763)</b>	<b>(15 647)</b>

**NOTE 18 IMPÔTS SUR LES RESULTATS****Composante de la charge d'impôt**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>30 juin 2021</b>	<b>30 juin 2020</b>
Impôts exigibles	(39 327)	(17 157)
Impôts différés	(5 262)	(2 519)
<b>Total</b>	<b>(44 589)</b>	<b>(19 676)</b>

**Impôts différés actifs non comptabilisés**

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2021, du fait de leur imputation prévue au cours de la période d'exonération dont bénéficient les entités concernées ou du fait de leur récupération non probable, s'élèvent à 20,1 millions d'euros (15,5 millions d'euros au 31 décembre 2020).

**NOTE 19**      **INFORMATIONS SECTORIELLES****a) Informations par secteurs géographiques**

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 juin 2021 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
<u>Compte de résultat :</u>							
Chiffre d'affaires opérationnel	578 643	204 675	318 734	206 458	102 800	174 756	1 586 066
Eliminations inter-pays	(17 106)	(1 509)	0	(36)	0	(7 748)	(26 399)
Chiffre d'affaires consolidé	561 537	203 166	318 734	206 422	102 800	167 008	1 559 667
EBITDA (cf. 1.23)	103 648	38 847	70 355	57 842	(6 105)	35 445	300 032
EBIT (cf. 1.23)	66 097	19 474	43 030	40 396	(15 951)	18 142	171 188
<u>Bilan</u>							
Total des actifs non courants	799 541	584 718	1 085 282	679 357	289 505	503 969	3 942 372
Capitaux nets investis (1)	867 702	557 504	896 292	707 134	305 405	529 218	3 863 255
<u>Autres informations :</u>							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	49 110	12 737	107 925	8 730	9 089	12 338	199 929
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(43 412)	(18 511)	(26 107)	(15 627)	(8 664)	(16 326)	(128 647)
Effectif moyen	3 007	733	2 143	1 219	1 325	945	9 372
<hr/>							
30 juin 2020 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amérique	Asie	Méditerranée	Afrique	Total
<u>Compte de résultat :</u>							
Chiffre d'affaires opérationnel	456 061	198 531	297 622	149 064	74 829	146 249	1 322 356
Eliminations inter-pays	(12 004)	(302)	0	(19)	0	(6 336)	(18 661)
Chiffre d'affaires consolidé	444 057	198 229	297 622	149 045	74 829	139 913	1 303 695
EBITDA (cf. 1.23)	56 363	39 593	56 321	38 221	(9 466)	31 821	212 853
EBIT (cf. 1.23)	13 775	19 649	26 355	18 841	(17 992)	15 019	75 647
<u>Bilan</u>							
Total des actifs non courants	778 832	648 441	939 944	733 619	316 541	497 920	3 915 297
Capitaux nets investis (1)	740 506	633 047	778 594	743 209	304 105	531 036	3 730 497
<u>Autres informations :</u>							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	26 533	14 746	62 193	8 400	5 428	15 471	132 771
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(40 454)	(18 674)	(29 318)	(17 336)	(8 280)	(15 324)	(129 386)
Effectif moyen	3 003	1 093	2 136	1 232	1 688	941	10 093

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

**b) Informations par activité**

30 juin 2021 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	937 854	585 087	248 558	1 771 499
Eliminations inter – secteurs	(133 589)	(16 276)	(61 967)	(211 832)
Chiffre d'affaires consolidé	804 265	568 811	186 591	1 559 667
EBITDA (cf. 1.23)	214 538	69 665	15 829	300 032
EBIT (cf. 1.23)	138 973	27 211	5 004	171 188
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 756 133	908 156	198 966	3 863 255

30 juin 2020 (en milliers d'euros)	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
<u>Compte de résultat</u>				
Chiffre d'affaires opérationnel	777 221	502 303	194 342	1 473 866
Eliminations inter – secteurs	(119 473)	(12 260)	(38 438)	(170 171)
Chiffre d'affaires consolidé	657 748	490 043	155 904	1 303 695
EBITDA (cf. 1.23 )	161 974	46 474	4 405	212 853
EBIT (cf. 1.23)	78 289	4 027	(6 669)	75 647
<u>Bilan</u>				
Capitaux nets investis (1)	2 742 984	869 796	117 717	3 730 497

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

**c) Informations relatives aux principaux clients**

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

**NOTE 20 FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR LES ACTIVITES OPERATIONNELLES**

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en au 30 juin 2021 par le Groupe se sont élevés à 118 millions d'euros contre 220 millions d'euros au 30 juin 2020.

Cette baisse des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre les premiers semestres 2020 et 2021 provient principalement de la variation du besoin en fonds de roulement de (167) millions d'euros, résultant de la hausse de l'activité, partiellement compensée par la hausse de la capacité d'autofinancement de 65 millions d'euros.

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2019	Variation du BFR année 2020	Autres Variations (1)	BFR au 31 décembre 2020	Variation du BFR 1er sem. 2021	Autres Variations (1)	BFR au 30 juin 2021
Stocks	401,551	(24,942)	(21,672)	354,937	40,312	(17,603)	377,646
Autres éléments de BFR	(8,570)	(42,705)	5,613	(45,662)	81,723	(23,377)	12,684
<b>BFR</b>	<b>392,981</b>	<b>(67,647)</b>	<b>(16,059)</b>	<b>309,275</b>	<b>122,035</b>	<b>(40,980)</b>	<b>390,330</b>

(1) Change, périmètre et divers

## NOTE 21 FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2021 par le Groupe se sont élevés à (168,6) millions d'euros contre (131,5) millions d'euros au 30 juin 2020.

### Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels (177,3 millions d'euros au 30 juin 2021 et 122,5 millions d'euros au 30 juin 2020) correspondant pour l'essentiel :

- Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, à des investissements réalisés aux Etats-Unis, en France, en Suisse et au Sénégal.
- Au 1<sup>er</sup> semestre 2020, à des investissements réalisés aux Etats-Unis, en France, au Sénégal et en Suisse.

### Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition/cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021 se sont traduites par un encaissement global de 10 millions d'euros. Le principal encaissement est lié à la cession réalisée par le Groupe d'une filiale en Suisse, partiellement compensé par des décaissements liés à l'acquisition des intérêts minoritaires d'une filiale française et brésilienne et par l'acquisition d'une participation majoritaire d'une société en France.

Aucune opération d'acquisition / cession de titres de sociétés consolidées n'a été réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020. Elles s'étaient traduites par un décaissement global de de (291,8) millions d'euros au 30 juin 2019.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 l'ont été pour l'essentiel pour l'acquisition d'une participation majoritaire de 66,07% dans la société Ciplan au Brésil (voir notes 2).

## NOTE 22 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2021 et 2020 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	30 juin 2021				30 juin 2020			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	1 527	1 061	3 219	1 888	1 369	1 319	3 052	5 308
Autres parties liées	22	600	0	120	42	584	0	85
<b>Total</b>	<b>1 549</b>	<b>1 661</b>	<b>3 219</b>	<b>2 008</b>	<b>1 411</b>	<b>1 903</b>	<b>3 052</b>	<b>5 393</b>

## NOTE 23 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2021.

## NOTE 24 LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES RETENUES POUR LA CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2021

### Intégration globale : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	30 juin	31 décembre
			2021	2020
			% d'INTERET	
VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	49,99
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	CHAPAREILLAN	99,98	99,98
BETON CONTROLE COTE D'AZUR	FRANCE	NICE	99,97	99,97
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CARRIERE DE BELLECOMBES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,97	49,97
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX ET DES BETONS	FRANCE	FILLINGES	79,99	79,98
CIRCUL'ERE	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	-
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,99	99,98
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

***Intégration globale : Etranger***

SOCIETE	PAYS	VILLE	30 juin	31 décembre
			2021	2020
			% d'INTERET	
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	69,14	66,07
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	56,20	56,20
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPAN	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE (BALE)	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	(1)	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	79,50	78,67
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHÖTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	84,81	82,59
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	94,24	91,76
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG (ex-GRANDY)	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00

(1) Société vendue

			30 juin 2021	31 décembre 2020
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET	
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,99	99,98

**Mise en équivalence : France**

				30 juin 2021	31 décembre 2020
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET		
BIOVAL	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	39,99	39,99	
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,28	33,28	
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98	
SABLIERES DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,99	49,99	
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,99	69,99	
EST LYONNAIS GRANULATS	FRANCE	DIJON	33,33	33,33	

**Mise en équivalence : Etranger**

				30 juin 2021	31 décembre 2020
SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'INTERET		
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00	
SILLO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN	50,00	50,00	
VITO SA	SUISSE	PERY-LA HEUTTE	50,00	-	
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	14,27	14,27	
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	33,38	32,38	
BIKILTAS ENERJI PETROL MADENCILIK INSAAT AS	TURQUIE	SELCUKLU / KONYA	50,00	50,00	

# 3.

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2021**



Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vicat S.A. relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **I – Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II – Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 29 juillet 2021

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A

Philippe Grandclerc  
Associé

Chamalières, le 29 juillet 2021

Wolff & Associés S.A.S

Grégory Wolff  
Associé

# 4.

## DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

L’Isle d’Abeau, le 30 juillet 2021

**Guy Sidos**

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros  
Siège social : Les 3 Vallons – 4 rue Aristide Bergès 38080 L'Isle d'Abeau  
Tél. : +33 (0)4 74 27 59 00- Fax : +33 (0)4 74 18 41 15  
RCS Vienne 057 505 539 - SIREN 057 505 539